

N° 8121<sup>3</sup>

CHAMBRE DES DEPUTES

## PROJET DE LOI

portant modification de la loi modifiée du 16 avril 1979  
fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat

\* \* \*

### AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX

#### TEXTE DES AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX

##### *Amendement 1*

L'article 2 du projet de loi est remplacé comme suit :

« **Art. 2.** L'article 19bis de la même loi est remplacé comme suit:

« Art. 19bis. (1) Le fonctionnaire peut être autorisé par le chef d'administration à réaliser une partie de ses tâches sous forme de télétravail.

Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les tâches qui auraient pu être exercées par le fonctionnaire dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Le télétravail peut être organisé au domicile du fonctionnaire, dans un autre lieu privé ou dans tout lieu à usage professionnel.

(2) La quotité de télétravail autorisée ne peut être supérieure à soixante pour cent du degré de la tâche du fonctionnaire.

(3) La procédure d'autorisation est déclenchée par le fonctionnaire et est clôturée par le chef d'administration.

Le fonctionnaire adresse sa demande écrite au chef d'administration avec copie adressée à son supérieur hiérarchique.

Le supérieur hiérarchique est chargé de formuler un avis sur la demande de télétravail qu'il transmet au chef d'administration par la voie hiérarchique. L'éligibilité des fonctions au télétravail est évaluée au regard de la compatibilité du télétravail avec la nature des activités exercées et l'intérêt du service.

Un entretien entre le fonctionnaire et le supérieur hiérarchique préalable à la formulation de l'avis peut avoir lieu. Le fonctionnaire peut se faire assister par un membre de la représentation du personnel ou par un autre agent de son administration.

Sur la base de l'avis formulé par le supérieur hiérarchique, le chef d'administration peut autoriser le fonctionnaire à exercer une partie de ses tâches sous forme de télétravail.

En cas de rejet de la demande, la décision est motivée et notifiée par écrit au fonctionnaire, qui a le droit d'être entendu en ses explications. Le fonctionnaire peut se faire assister par un membre de la représentation du personnel ou par un autre agent de son administration.

(4) La décision autorisant le fonctionnaire, ci-après « télétravailleur », à réaliser une partie de ses tâches sous forme de télétravail mentionne :

1° l'identité du télétravailleur ;

2° la ou les fonctions du télétravailleur ;

3° le ou les lieux d'exercice du télétravail ;

4° la quotité de télétravail autorisée et la répartition des heures de télétravail ;

- 5° la date de prise d'effet et, le cas échéant, la durée de l'autorisation ;
- 6° le cas échéant, une période d'essai, dont la durée ne peut être supérieure à trois mois.

(5) Le chef d'administration veille à ce que le télétravailleur dispose des outils et du matériel informatiques lui permettant d'assurer ses tâches en télétravail.

Le télétravailleur doit garantir que l'équipement mis à sa disposition n'est pas utilisé à des fins privées, ni par des personnes externes à son administration, à l'exception le cas échéant de celles chargées de la maintenance.

Le chef d'administration veille à assurer la sécurité informatique et la maintenance des outils et du matériel informatiques utilisés pour faire du télétravail.

(6) Le télétravailleur doit garantir la confidentialité de toutes les données de l'administration dont il dispose.

Le télétravailleur n'est pas autorisé à sortir des documents sensibles professionnels en dehors de son administration et il assure que son poste de travail ainsi que ses dossiers sont en sécurité lorsqu'il s'absente de son espace de travail.

Le télétravailleur est responsable de la protection des informations dont il est le dépositaire et, à ce titre, il veille à assurer leur confidentialité, intégrité et disponibilité.

(7) Le télétravailleur continue à bénéficier de la législation prévue en matière d'accident du travail.

Le télétravailleur s'engage à informer dans les meilleurs délais possibles et par tout moyen le chef d'administration ou un délégué de tout accident qui se produirait lors de ses périodes de télétravail.

(8) L'autorisation de télétravail peut être retirée par le chef d'administration :

- 1° si l'intérêt du service l'exige, en respectant un délai de préavis de deux mois ;
- 2° immédiatement, en cas de négligences du télétravailleur dûment constatées.

Avant de prendre une décision de retrait, le télétravailleur a le droit d'être entendu en personne. Il peut se faire accompagner par un membre de la représentation du personnel ou par un autre agent de son administration.

La décision motivée est communiquée au télétravailleur dans un délai approprié avant sa prise d'effet. Pendant la période d'essai éventuelle, le délai de préavis est réduit à une semaine. » »

#### *Commentaire de l'amendement*

Jusqu'à présent, le télétravail est exercé sur base uniquement de l'article 19bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (ci-après « statut des fonctionnaires de l'État »). Cette disposition donne donc au chef d'administration la possibilité de déterminer les modalités d'exercice du télétravail.

Par ailleurs, un projet de règlement grand-ducal vise à définir un nouveau cadre pour l'implémentation et l'exercice du télétravail dans la fonction publique luxembourgeoise.

Dans son avis relatif au projet de loi du 20 juin 2023, le Conseil d'État a critiqué cette approche en considérant ce qui suit : « *Le Conseil d'État constate que l'article 19bis laisse une très grande latitude au chef d'administration pour introduire le télétravail et pour fixer les modalités de son exercice. Il prévoit par ailleurs, sans autre précision, la possibilité de recourir à un règlement grand-ducal pour déterminer les conditions générales relatives à l'exercice du télétravail.*

*Si les modifications proposées à l'endroit du dispositif actuellement en vigueur peuvent apparaître comme étant mineures, le Conseil d'État se doit toutefois d'attirer l'attention sur le fait que la Constitution révisée qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2023 prévoit en son article 50, paragraphe 3, que « [l]e statut des fonctionnaires de l'État est déterminé par la loi » et érige ainsi la matière en question en matière réservée à la loi. Le Conseil d'État note que par ailleurs, déjà à l'heure actuelle, la Constitution en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2023 réserve le même rang aux droits des travailleurs (article 11, paragraphe 5). Si le télétravail ne constitue, en effet, pas un droit absolu, il confère néanmoins un droit sous conditions aux agents concernés et relève à ce titre des droits des travailleurs. Tel qu'agencé, le dispositif proposé à travers le règlement grand-ducal en projet dont le Conseil d'État*

*se trouve également saisi, met à charge du chef d'administration l'obligation d'évaluer, dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur du texte précité, les fonctions de son administration qui sont éligibles au télétravail. Il en découle que le fonctionnaire disposera, à partir du moment où sa fonction sera déclarée comme étant éligible au télétravail, du droit de demander le télétravail. Une fois accordé, le télétravail mettra le télétravailleur dans une situation où il bénéficiera de droits, mais se trouvera également soumis à des obligations en relation avec le régime du télétravail (...) ».*

Pour tenir compte de ces critiques soulevées dans les deux avis du Conseil d'État et afin de résoudre les problèmes y identifiés, il s'est avéré nécessaire de transposer les dispositions réglementaires les plus importantes dans le statut général des fonctionnaires de l'État.

L'amendement a pour objet de remplacer l'article 19*bis* actuel du statut général des fonctionnaires de l'État destiné surtout à fixer un cadre général et uniforme du télétravail.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> tient compte des suggestions du Conseil d'État relatives à l'article 2 du projet de loi n°8121, de renoncer à la modification proposée et de supprimer la référence au domicile en privilégiant, à l'instar de la législation française, une notion plus large qui permette d'englober notamment des solutions comme celle des espaces de co-travail.

Afin de répondre aux interrogations du Conseil d'État dans son avis relatif au projet de règlement grand-ducal déterminant les conditions générales relatives à l'exercice du télétravail des fonctionnaires et employés de l'État, plus particulièrement relatif à l'article 4 dudit projet de règlement grand-ducal, le paragraphe 2 est ajouté pour déterminer la quotité maximale de télétravail pouvant être autorisée.

Ainsi, le chef d'administration fixe la quotité de télétravail autorisée qui ne peut être supérieure à 60 % du degré de la tâche du fonctionnaire. Le chef d'administration peut décider d'appliquer cette limite par semaine ou en tant que moyenne sur une période plus longue, par exemple deux semaines, un mois ou une année, en fonction des situations.

Pour permettre une grande flexibilité dans la gestion des horaires, le télétravail peut être organisé en heures et non uniquement sur base d'une journée entière ou d'une demi-journée.

La quotité fixée est indiquée dans l'autorisation de télétravail.

À toutes fins utiles, il est rappelé que les heures de travail prestées en télétravail doivent être enregistrées dans le système de gestion d'horaire informatique. L'enregistrement automatique d'un forfait de 8 heures n'est pas conforme aux règles applicables en matière de durée de travail.

Le paragraphe 3 vise à fixer la procédure à suivre en cas de demande d'autorisation de travailler sous forme de télétravail et tient compte des remarques du Conseil d'État relatives à l'article 6 du projet de règlement grand-ducal. Le fonctionnaire concerné devra présenter tout d'abord sa demande, mais sans devoir la motiver par des considérations personnelles.

Lorsque le chef d'administration élabore une note de service relative à la mise en place du télétravail, il est tenu d'y impliquer la représentation du personnel, conformément à l'article 36, paragraphe 3, alinéa 3, du statut général des fonctionnaires de l'État prévoyant que « *La représentation du personnel a pour mission: de se prononcer, dès le stade de l'élaboration, sur les modifications à apporter au régime de service du personnel de l'administration qu'elle représente ainsi qu'aux règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services; (...)* ».

Selon l'alinéa 3, les demandes individuelles d'autorisation sont à apprécier par le supérieur hiérarchique qui émet un avis. L'éligibilité des fonctions au télétravail est évaluée par le supérieur hiérarchique au regard de la compatibilité du télétravail avec la nature des activités exercées et l'intérêt du service.

Un entretien entre le fonctionnaire et le supérieur hiérarchique sur l'éligibilité individuelle peut avoir lieu. Le fonctionnaire peut se faire assister par un représentant du personnel ou un autre agent de son administration.

Lorsque toutes les conditions sont remplies, l'autorisation individuelle sera délivrée par le chef d'administration.

En cas de refus d'autorisation, la décision doit exposer les motifs ayant mené à ce refus. Ici aussi, le fonctionnaire peut se faire assister par un représentant du personnel ou un autre agent de son administration.

Le paragraphe 4 énumère les différents éléments à indiquer dans l'autorisation de télétravail (article 7 du projet de règlement grand-ducal initial). Le ou les lieux d'exercice du télétravail doivent être mentionnés dans l'autorisation émise par le chef d'administration. L'autorisation doit, entre autres,

comporter la quotité de télétravail autorisée, exprimée soit par un nombre maximal d'heures par semaine, soit par un ou plusieurs jours de la semaine déterminé(s) précisément.

Le paragraphe 5 (article 9 du projet de règlement grand-ducal initial) précise que le matériel et les outils informatiques sont mis à disposition du télétravailleur, tout en restant la propriété de l'Etat. Il est dès lors évident que ce matériel ou ces outils ne peuvent pas être utilisés à des fins privées ou par des personnes non autorisées.

Le paragraphe 6 (article 10 du projet de règlement grand-ducal initial) traite de la confidentialité des données. Il est interdit au télétravailleur d'emmener des documents professionnels comportant des informations sensibles, qu'il s'agisse de données personnelles ou d'autres informations qui ne sont pas destinées au public.

Par ailleurs, il doit veiller à ce que son ordinateur professionnel et les informations qui s'y trouvent ne soient pas accessibles à d'autres personnes. En cas d'absence de son poste de travail, il doit donc veiller à verrouiller son ordinateur.

Le paragraphe 7 (article 12 du projet de règlement grand-ducal initial) aborde le cas d'un accident de travail. Ainsi, le télétravailleur victime doit en aviser immédiatement son supérieur hiérarchique.

Pour répondre aux critiques du Conseil d'Etat relatives à l'article 14 du projet de règlement grand-ducal, le paragraphe 8 énumère les cas dans lesquels le chef d'administration peut retirer l'autorisation de télétravail, en suivant les règles procédurales prévues à l'alinéa 2.

#### *Amendement 2*

Le projet de loi est complété par un nouvel article 3, libellé comme suit :

« **Art. 3.** L'article 18-1 de la même loi est complété par un deuxième alinéa libellé comme suit :

« Le fonctionnaire ne peut être contacté en dehors de la durée de travail visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> que pour des raisons exceptionnelles et imprévues nécessitant une action qui ne peut attendre la prochaine période de travail ou si le fonctionnaire est désigné à une période de permanence. Il ne peut subir aucun préjudice s'il ne répond pas au téléphone ou ne lit pas de messages liés au travail en dehors de sa durée de travail visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. » »

#### *Commentaire de l'amendement*

Dans son avis du 20 juin 2023 du projet de règlement grand-ducal, le Conseil d'Etat a critiqué :

« Le Conseil d'Etat trouve surprenant qu'un droit aussi important, au vu de l'évolution du monde du travail, que celui du droit à la déconnexion, qui ne figure pas dans la loi précitée du 16 avril 1979, fasse ici son apparition au détour d'une courte phrase d'un texte réglementaire consacré au télétravail. Il relève que le droit à la déconnexion relève d'une matière réservée à la loi en vertu de l'article 11, paragraphe 5, de la Constitution (34 de la Constitution révisée). Il se doit dès lors d'insister à ce que les dispositions sous revue relatives à la déconnexion soient transférées dans la loi et que le droit à la déconnexion y soit dûment encadré. Le Conseil d'Etat estime par ailleurs que la possibilité de déroger au droit à la déconnexion en cas d'urgence prévue à l'alinéa 2 de l'article sous revue devra, elle aussi, faire l'objet d'un encadrement dans la loi. En ce qui concerne l'urgence qui justifierait la dérogation au droit à la déconnexion de l'agent, le Conseil d'Etat comprend que celle-ci devra être dûment motivée. Il renvoie encore à son avis du 28 juin 2022 relatif au projet de loi portant modification du Code du travail en vue d'introduire un dispositif relatif au droit à la déconnexion ».

Ce nouvel alinéa reprend clairement la garantie relative à l'intervention minimale pendant le temps libre dans le respect du temps de travail et des limites de la durée du travail, du télétravail, des périodes de repos et de l'équilibre entre le travail et la vie privée.

D'un côté, il faut limiter l'accès aux outils de travail en dehors des heures de travail. Tout d'abord, l'administration peut mettre en place des restrictions techniques qui désactivent l'accès aux courriels professionnels et autres outils de communication en dehors des heures de travail normales. Ensuite, des logiciels peuvent être utilisés qui permettent de planifier l'envoi de courriels pour les heures de travail, évitant ainsi que les courriels envoyés tard le soir ou le weekend n'incitent les fonctionnaires à répondre immédiatement.

De l'autre côté, l'administration doit sensibiliser et former ses agents. Des formations et ateliers sur l'importance du droit à la déconnexion pourront être organisés, ainsi que sur les bonnes pratiques pour

le respecter. De plus, les supérieurs hiérarchiques peuvent être formés à respecter le droit à la déconnexion de leurs équipes et à donner l'exemple en ne contactant pas les agents en dehors des heures de travail.

Pour l'application de cette disposition, aucune distinction n'est faite pour les agents exerçant leurs fonctions en télétravail tels que définis par l'article 19*bis* du statut général des fonctionnaires de l'État.

Il ne peut être dérogé au droit à la déconnexion que pour des raisons exceptionnelles et imprévues. Il est difficile de cerner toutes les raisons exceptionnelles et imprévues, mais il est évident que ne sont pas visées des situations liées à la seule convenance personnelle d'un supérieur hiérarchique. Il faut qu'il s'agisse de situations où l'intervention de l'agent ne peut attendre sans problème la prochaine reprise de travail normale.

\*

## TEXTE COORDONNE

### PROJET DE LOI

#### **portant modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État**

**Art. 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 3, de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, les termes « les articles 17 à 19 » sont remplacés par les termes « les articles 17 à 19*bis* ».

**Art. 2.** A l'article 19*bis*, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, le terme « domicile » est remplacé par les termes « son lieu de résidence » et les termes « et de la communication » sont insérés après les termes « technologies de l'information ».

**Art. 2.** L'article 19*bis* de la même loi est remplacé comme suit:

« Art. 19*bis*. (1) Le fonctionnaire peut être autorisé par le chef d'administration à réaliser une partie de ses tâches sous forme de télétravail.

Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les tâches qui auraient pu être exercées par le fonctionnaire dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Le télétravail peut être organisé au domicile du fonctionnaire, dans un autre lieu privé ou dans tout lieu à usage professionnel.

(2) La quotité de télétravail autorisée ne peut être supérieure à soixante pour cent du degré de la tâche du fonctionnaire.

(3) La procédure d'autorisation est déclenchée par le fonctionnaire et est clôturée par le chef d'administration.

Le fonctionnaire adresse sa demande écrite au chef d'administration avec copie adressée à son supérieur hiérarchique.

Le supérieur hiérarchique est chargé de formuler un avis sur la demande de télétravail qu'il transmet au chef d'administration par la voie hiérarchique. L'éligibilité des fonctions au télétravail est évaluée au regard de la compatibilité du télétravail avec la nature des activités exercées et l'intérêt du service.

Un entretien entre le fonctionnaire et le supérieur hiérarchique préalable à la formulation de l'avis peut avoir lieu. Le fonctionnaire peut se faire assister par un membre de la représentation du personnel ou par un autre agent de son administration.

Sur la base de l'avis formulé par le supérieur hiérarchique, le chef d'administration peut autoriser le fonctionnaire à exercer une partie de ses tâches sous forme de télétravail.

En cas de rejet de la demande, la décision est motivée et notifiée par écrit au fonctionnaire, qui a le droit d'être entendu en ses explications. Le fonctionnaire peut se faire assister par un membre de la représentation du personnel ou par un autre agent de son administration.

(4) La décision autorisant le fonctionnaire, ci-après « télétravailleur », à réaliser une partie de ses tâches sous forme de télétravail mentionne :

- 1° l'identité du télétravailleur ;
- 2° la ou les fonctions du télétravailleur ;
- 3° le ou les lieux d'exercice du télétravail ;
- 4° la quotité de télétravail autorisée et la répartition des heures de télétravail ;
- 5° la date de prise d'effet et, le cas échéant, la durée de l'autorisation ;
- 6° le cas échéant, une période d'essai, dont la durée ne peut être supérieure à trois mois.

(5) Le chef d'administration veille à ce que le télétravailleur dispose des outils et du matériel informatiques lui permettant d'assurer ses tâches en télétravail.

Le télétravailleur doit garantir que l'équipement mis à sa disposition n'est pas utilisé à des fins privées, ni par des personnes externes à son administration, à l'exception le cas échéant de celles chargées de la maintenance.

Le chef d'administration veille à assurer la sécurité informatique et la maintenance des outils et du matériel informatiques utilisés pour faire du télétravail.

(6) Le télétravailleur doit garantir la confidentialité de toutes les données de l'administration dont il dispose.

Le télétravailleur n'est pas autorisé à sortir des documents sensibles professionnels en dehors de son administration et il assure que son poste de travail ainsi que ses dossiers sont en sécurité lorsqu'il s'absente de son espace de travail.

Le télétravailleur est responsable de la protection des informations dont il est le dépositaire et, à ce titre, il veille à assurer leur confidentialité, intégrité et disponibilité.

(7) Le télétravailleur continue à bénéficier de la législation prévue en matière d'accident du travail.

Le télétravailleur s'engage à informer dans les meilleurs délais possibles et par tout moyen le chef d'administration ou un délégué de tout accident qui se produirait lors de ses périodes de télétravail.

(8) L'autorisation de télétravail peut être retirée par le chef d'administration :

- 1° si l'intérêt du service l'exige, en respectant un délai de préavis de deux mois ;
- 2° immédiatement, en cas de négligences du télétravailleur dûment constatées.

Avant de prendre une décision de retrait, le télétravailleur a le droit d'être entendu en personne. Il peut se faire accompagner par un membre de la représentation du personnel ou par un autre agent de son administration.

La décision motivée est communiquée au télétravailleur dans un délai approprié avant sa prise d'effet.

Pendant la période d'essai éventuelle, le délai de préavis est réduit à une semaine. »

**Art. 3.** L'article 18-1 de la même loi est complété par un deuxième alinéa libellé comme suit :

« Le fonctionnaire ne peut être contacté en dehors de la durée de travail visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> que pour des raisons exceptionnelles et imprévues nécessitant une action qui ne peut attendre la prochaine période de travail ou si le fonctionnaire est désigné à une période de permanence. Il ne peut subir aucun préjudice s'il ne répond pas au téléphone ou ne lit pas de messages liés au travail en dehors de sa durée de travail visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »



## TEXTE CONSOLIDE

### LOI MODIFIEE DU 16 AVRIL 1979

#### fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat

#### (extraits)

Les modifications du projet de loi initial sont soulignées et marquées en gras.

Les modifications introduites par les amendements gouvernementaux sont soulignées.

#### Art. 1<sup>er</sup>.

(...)

3. Sans préjudice de l'article 2, paragraphes 3 et 4, de l'article 4*bis*, paragraphe 3 et de l'article 38, paragraphe 2, qui concernent le fonctionnaire stagiaire, désigné ci-après par le terme « stagiaire », sont applicables à celui-ci les dispositions suivantes :

les articles 1*bis*, 1*ter* et 1*quater*, l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, l'article 4, l'article 6, l'article 8, l'article 9, les articles 10 à 16*bis*, ~~les articles 17 à 19~~, les articles 17 à 19*bis*, l'article 19*quater*, l'article 20, les articles 22 et 23, l'article 24, l'article 25, les articles 28 à 28-8, les articles 28-10 à 28-12, l'article 28-14, les articles 28-16 et 28-17, l'article 29, l'article 29*bis* si le stagiaire est en service depuis un an au moins, les articles 29*ter* à 29*decies*, l'article 30, paragraphe 1<sup>er</sup>, à l'exception du dernier alinéa, et paragraphes 3 et 4, l'article 31, paragraphe 6 et paragraphe 8, alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 32 à 36-1., l'article 37 pour autant qu'il concerne la sécurité sociale, l'article 38, paragraphe 1<sup>er</sup>, l'article 39, l'article 40, paragraphe 1<sup>er</sup> points a), b) et d), les articles 44 et 44*bis*, l'article 47 numéros 1 à 3, l'article 54, paragraphe 1<sup>er</sup> ainsi que l'article 74.

(...)

#### Art. 18-1.

La durée de travail s'entend comme le temps pendant lequel le fonctionnaire est à la disposition de son administration à l'exclusion de la coupure et des repos visés aux articles 18-3 à 18-5 et des périodes d'astreinte à domicile visées à l'article 19, paragraphe 2.

Le fonctionnaire ne peut être contacté en dehors de la durée de travail visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> que pour des raisons exceptionnelles et imprévues nécessitant une action qui ne peut attendre la prochaine période de travail ou si le fonctionnaire est désigné à une période de permanence. Il ne peut subir aucun préjudice s'il ne répond pas au téléphone ou ne lit pas de messages liés au travail en dehors de sa durée de travail visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

(...)

#### Art. 19*bis*.

Le fonctionnaire peut être autorisé par le chef d'administration à réaliser une partie de ses tâches à domicile par télétravail en ayant recours aux technologies de l'information. Le chef d'administration détermine les modalités d'exercice du télétravail.

Un règlement grand ducal peut déterminer les conditions générales relatives à l'exercice du télétravail.

(1) Le fonctionnaire peut être autorisé par le chef d'administration à réaliser une partie de ses tâches sous forme de télétravail.

Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les tâches qui auraient pu être exercées par le fonctionnaire dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Le télétravail peut être organisé au domicile du fonctionnaire, dans un autre lieu privé ou dans tout lieu à usage professionnel.

(2) La quotité de télétravail autorisée ne peut être supérieure à soixante pour cent du degré de la tâche du fonctionnaire.

(3) La procédure d'autorisation est déclenchée par le fonctionnaire et est clôturée par le chef d'administration.

Le fonctionnaire adresse sa demande écrite au chef d'administration avec copie adressée à son supérieur hiérarchique.

Le supérieur hiérarchique est chargé de formuler un avis sur la demande de télétravail qu'il transmet au chef d'administration par la voie hiérarchique. L'éligibilité des fonctions au télétravail est évaluée au regard de la compatibilité du télétravail avec la nature des activités exercées et l'intérêt du service.

Un entretien entre le fonctionnaire et le supérieur hiérarchique préalable à la formulation de l'avis peut avoir lieu. Le fonctionnaire peut se faire assister par un membre de la représentation du personnel ou par un autre agent de son administration.

Sur la base de l'avis formulé par le supérieur hiérarchique, le chef d'administration peut autoriser le fonctionnaire à exercer une partie de ses tâches sous forme de télétravail.

En cas de rejet de la demande, la décision est motivée et notifiée par écrit au fonctionnaire, qui a le droit d'être entendu en ses explications. Le fonctionnaire peut se faire assister par un membre de la représentation du personnel ou par un autre agent de son administration.

(4) La décision autorisant le fonctionnaire, ci-après « télétravailleur », à réaliser une partie de ses tâches sous forme de télétravail mentionne :

- 1° l'identité du télétravailleur ;
- 2° la ou les fonctions du télétravailleur ;
- 3° le ou les lieux d'exercice du télétravail ;
- 4° la quotité de télétravail autorisée et la répartition des heures de télétravail ;
- 5° la date de prise d'effet et, le cas échéant, la durée de l'autorisation ;
- 6° le cas échéant, une période d'essai, dont la durée ne peut être supérieure à trois mois.

(5) Le chef d'administration veille à ce que le télétravailleur dispose des outils et du matériel informatiques lui permettant d'assurer ses tâches en télétravail.

Le télétravailleur doit garantir que l'équipement mis à sa disposition n'est pas utilisé à des fins privées, ni par des personnes externes à son administration, à l'exception le cas échéant de celles chargées de la maintenance.

Le chef d'administration veille à assurer la sécurité informatique et la maintenance des outils et du matériel informatiques utilisés pour faire du télétravail.

(6) Le télétravailleur doit garantir la confidentialité de toutes les données de l'administration dont il dispose.

Le télétravailleur n'est pas autorisé à sortir des documents sensibles professionnels en dehors de son administration et il assure que son poste de travail ainsi que ses dossiers sont en sécurité lorsqu'il s'absente de son espace de travail.

Le télétravailleur est responsable de la protection des informations dont il est le dépositaire et, à ce titre, il veille à assurer leur confidentialité, intégrité et disponibilité.

(7) Le télétravailleur continue à bénéficier de la législation prévue en matière d'accident du travail.

Le télétravailleur s'engage à informer dans les meilleurs délais possibles et par tout moyen le chef d'administration ou un délégué de tout accident qui se produirait lors de ses périodes de télétravail.

(8) L'autorisation de télétravail peut être retirée par le chef d'administration :

- 1° si l'intérêt du service l'exige, en respectant un délai de préavis de deux mois ;
- 2° immédiatement, en cas de négligences du télétravailleur dûment constatées.

Avant de prendre une décision de retrait, le télétravailleur a le droit d'être entendu en personne. Il peut se faire accompagner par un membre de la représentation du personnel ou par un autre agent de son administration.

La décision motivée est communiquée au télétravailleur dans un délai approprié avant sa prise d'effet.

Pendant la période d'essai éventuelle, le délai de préavis est réduit à une semaine.



## FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

### Coordonnées du projet

Intitulé du projet :

Projet d'amendements gouvernementaux au projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (doc. parl. n°8121)

Ministère initiateur :

Ministère de la Fonction publique

Auteur(s) :

Aurélié Spigarelli, Nadine Hoffmann, Anne Tescher, Bob Gengler

Téléphone :

247-83120

Courriel :

aurelie.spigarelli@mfp.etat.lu

Objectif(s) du projet :

Adaptation du projet de loi n°8121 suite à l'avis du Conseil d'État.

Autre(s) Ministère(s) /  
Organisme(s) / Commune(s)  
impliqué(e)(s)

Date :

22/10/2024

**Mieux légiférer**

1

Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : ☒ Oui ☐ Non

Si oui, laquelle / lesquelles : Le texte a été élaboré en étroite concertation avec la CGFP.

Remarques / Observations :

2

Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales :

☐ Oui ☒ Non

- Citoyens :

☐ Oui ☒ Non

- Administrations :

☒ Oui ☐ Non

3

Le principe « Think small first » est-il respecté ?

(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. <sup>1</sup>

Remarques / Observations :

<sup>1</sup> N.a. : non applicable.

4

Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ?

☒ Oui ☐ Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ?

☒ Oui ☐ Non

Remarques / Observations : Le Code de la Fonction publique est tenu à jour par le Service central de législation.

5

Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ?

☐ Oui ☒ Non

Remarques / Observations :

6 Le projet contient-il une charge administrative<sup>2</sup> pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) ☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le coût administratif<sup>3</sup> approximatif total ?  
(nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)

<sup>2</sup> Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

<sup>3</sup> Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7 a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel<sup>4</sup> ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

<sup>4</sup> Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8 Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? ☐ Oui ☒ Non ☐ N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? ☐ Oui ☒ Non ☐ N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

9 Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, laquelle :

10 En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Sinon, pourquoi ?

11

Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une

☐ Oui☒ Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ?

☒ Oui☐ Non

Remarques / Observations :

Les dispositions relatives au télétravail seront déterminées de manière plus précise au niveau de la loi.

12

Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?

☐ Oui☐ Non☒ N.a.

13

Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)

☐ Oui☒ Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14

Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?

☐ Oui☐ Non☒ N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :

**Egalité des chances**

- 15 Le projet est-il :
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non
  - positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, expliquez pourquoi :

Le texte concerne indistinctement les femmes et les hommes.

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

- 16 Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? ☐ Oui ☒ Non ☐ N.a.

Si oui, expliquez  
de quelle manière :

**Directive « services »**

- 17 Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation <sup>5</sup> ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du  
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

<sup>5</sup> Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

- 18 Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers <sup>6</sup> ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du  
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

[www.eco.public.lu/attributions/dg2/d\\_consommation/d\\_march\\_int\\_rieur/Services/index.html](http://www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html)

<sup>6</sup> Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

## CHECK DE DURABILITÉ - NOHALTEGKEETSCHECK



La présente page interactive nécessite au minimum la version 8.1.3 d'Adobe Acrobat® Reader®. La dernière version d'Adobe Acrobat Reader pour tous systèmes (Windows®, Mac, etc.) est téléchargeable gratuitement sur le site de Adobe Systems Incorporated.

Ministre responsable : Le Ministre de la Fonction Publique

Projet de loi ou amendement :

Projet d'amendements gouvernementaux au projet de loi portant modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État (doc. parl. n°8121)

Le check de durabilité est un outil d'évaluation des actes législatifs par rapport à leur impact sur le développement durable. Son objectif est de donner l'occasion d'introduire des aspects relatifs au développement durable à un stade préparatoire des projets de loi. Tout en faisant avancer ce thème transversal qu'est le développement durable, il permet aussi d'assurer une plus grande cohérence politique et une meilleure qualité des textes législatifs.

1. Est-ce que le projet de loi sous rubrique a un impact sur le champ d'action (1-10) du 3<sup>ème</sup> Plan national pour un développement durable (PNDD) ?
2. En cas de réponse négative, expliquez-en succinctement les raisons.
3. En cas de réponse positive sous 1., quels seront les effets positifs et/ou négatifs éventuels de cet impact ?
4. Quelles catégories de personnes seront touchées par cet impact ?
5. Quelles mesures sont envisagées afin de pouvoir atténuer les effets négatifs et comment pourront être renforcés les aspects positifs de cet impact ?

Afin de faciliter cet exercice, l'instrument du contrôle de la durabilité est accompagné par des points d'orientation – **auxquels il n'est pas besoin de réagir ou répondre mais qui servent uniquement d'orientation**, ainsi que par une documentation sur les dix champs d'actions précités.

### 1. Assurer une inclusion sociale et une éducation pour tous.

Points d'orientation  
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les présents amendements gouvernementaux ont pour objet d'adapter le projet de loi n° 8121 relatif au télétravail. Ils n'ont aucun impact sur ce champ d'action du 3<sup>ème</sup> Plan national pour un développement durable.

### 2. Assurer les conditions d'une population en bonne santé.

Points d'orientation  
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les présents amendements gouvernementaux ont pour objet d'adapter le projet de loi n° 8121 relatif au télétravail. Ils n'ont aucun impact sur ce champ d'action du 3<sup>ème</sup> Plan national pour un développement durable.

### 3. Promouvoir une consommation et une production durables.

Points d'orientation  
Documentation

☐ Oui ☒ Non



Les présents amendements gouvernementaux ont pour objet d'adapter le projet de loi n° 8121 relatif au télétravail. Ils n'ont aucun impact sur ce champ d'action du 3ième Plan national pour un développement durable.

#### 4. Diversifier et assurer une économie inclusive et porteuse d'avenir.

Points d'orientation  
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les présents amendements gouvernementaux ont pour objet d'adapter le projet de loi n° 8121 relatif au télétravail. Ils n'ont aucun impact sur ce champ d'action du 3ième Plan national pour un développement durable.

#### 5. Planifier et coordonner l'utilisation du territoire.

Points d'orientation  
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les présents amendements gouvernementaux ont pour objet d'adapter le projet de loi n° 8121 relatif au télétravail. Ils n'ont aucun impact sur ce champ d'action du 3ième Plan national pour un développement durable.

#### 6. Assurer une mobilité durable.

Points d'orientation  
Documentation

☒ Oui ☐ Non

Les présents amendements gouvernementaux n'ont pas pour objet d'introduire le télétravail, mais d'encadrer cette forme de travail. Il est difficile de prédire avec certitude si le télétravail augmentera à moyen ou long terme et aura ainsi un impact sur les déplacements motorisés individuels de la population résidente et salariale.

#### 7. Arrêter la dégradation de notre environnement et respecter les capacités des ressources naturelles.

Points d'orientation  
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les présents amendements gouvernementaux ont pour objet d'adapter le projet de loi n° 8121 relatif au télétravail. Ils n'ont dès lors aucun impact sur ce champ d'action du 3ième Plan national pour un développement durable.

#### 8. Protéger le climat, s'adapter au changement climatique et assurer une énergie durable.

Points d'orientation  
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les présents amendements gouvernementaux n'ont pas pour objet d'introduire le télétravail, mais d'encadrer cette forme de travail. Il est difficile de prédire avec certitude si le télétravail augmentera à moyen ou long terme et risquera d'avoir un impact sur les gaz à effet de serre.

#### 9. Contribuer, sur le plan global, à l'éradication de la pauvreté et à la cohérence des politiques pour le développement durable.

Points d'orientation  
Documentation

☐ Oui ☒ Non

Les présents amendements gouvernementaux ont pour objet d'adapter le projet de loi n° 8121 relatif au télétravail. Ils n'ont aucun impact sur ce champ d'action du 3ième Plan national pour un développement durable.

#### 10. Garantir des finances durables.

Points d'orientation  
Documentation

☐ Oui ☒ Non

En outre, et dans une optique d'enrichir davantage l'analyse apportée par le contrôle de la durabilité, il est proposé de recourir, de manière facultative, à une évaluation de l'impact des mesures sur base d'indicateurs retenus dans le PNDD. Ces indicateurs sont suivis par le STATEC.

Continuer avec l'évaluation ? ☐ Oui ☐ Non

(1) Dans le tableau, choisissez l'évaluation : **non applicable**, ou de 1 = **pas du tout probable** à 5 = **très possible**

[illegible]



Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
1		Contribue à la réduction du taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale	Taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale	% de la population
1		Contribue à la réduction du nombre de personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail	Personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail	milliers
1		Contribue à la réduction de la différence entre taux de risque de pauvreté avant et après transferts sociaux	Différence entre taux de risque de pauvreté avant et après transferts sociaux	pp
1		Contribue à l'augmentation du taux de certification nationale	Taux de certification nationale	%
1		Contribue à l'apprentissage tout au long de la vie en % de la population de 25 à 64 ans	Apprentissage tout au long de la vie en % de la population de 25 à 64 ans	%
1		Contribue à l'augmentation de la représentation du sexe sous-représenté dans les organes de prises de décision	Représentation du sexe sous-représenté dans les organes de prises de décision	%
1		Contribue à l'augmentation de la proportion des sièges détenus par les femmes au sein du parlement national	Proportion des sièges détenus par les femmes au sein du parlement national	%
1		Contribue à l'amélioration de la répartition des charges de travail domestique dans le sens d'une égalité des genres	Temps consacré au travail domestique non payé et activités bénévoles	hh:mm
1		Contribue à suivre l'impact du coût du logement afin de circonscrire le risque d'exclusion sociale	Indice des prix réels du logement	Indice 2015=100
2		Contribue à la réduction du taux de personnes en surpoids ou obèses	Taux de personnes en surpoids ou obèses	% de la population
2		Contribue à la réduction du nombre de nouveaux cas d'infection au VIH	Nombre de nouveaux cas d'infection au VIH	Nb de personnes

Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
2		Contribue à la réduction de l'incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants	Incidence de l'hépatite B pour 100 000 habitants	Nb de cas pour 100 000 habitants
2		Contribue à la réduction du nombre de décès prématurés liés aux maladies chroniques pour 100 000 habitants	Nombre de décès prématurés liés aux maladies chroniques pour 100 000 habitants	Nb de décès pour 100 000 habitants
2		Contribue à la réduction du nombre de suicides pour 100 000 habitants	Nombre de suicides pour 100 000 habitants	Nb de suicides pour 100 000 habitants
2		Contribue à la réduction du nombre de décès liés à la consommation de psychotropes	Nombre de décès liés à la consommation de psychotropes	Nb de décès
2		Contribue à la réduction du taux de mortalité lié aux accidents de la route pour 100 000 habitants	Taux de mortalité lié aux accidents de la route pour 100 000 habitants	Nb de décès pour 100 000 habitants
2		Contribue à la réduction de la proportion de fumeurs	Proportion de fumeurs	% de la population
2		Contribue à la réduction du taux de natalité chez les adolescentes pour 1 000 adolescentes	Taux de natalité chez les adolescentes pour 1 000 adolescentes	Nb de naissance pour 1 000 adolescentes
2		Contribue à la réduction du nombre d'accidents du travail	Nombre d'accidents du travail (non mortel + mortel)	Nb d'accidents
3		Contribue à l'augmentation de la part de la surface agricole utile (SAU) en agriculture biologique	Part de la surface agricole utile (SAU) en agriculture biologique	% de la surface agricole utile (SAU)
3		Contribue à l'augmentation de la productivité de l'agriculture par heure travaillée	Productivité de l'agriculture par heure travaillée	Indice 2010=100
3		Contribue à la réduction d'exposition de la population urbaine à la pollution de l'air par les particules fines	Exposition de la population urbaine à la pollution de l'air par les particules fines	Microgrammes par m <sup>3</sup>
3		Contribue à la réduction de production de déchets par habitant	Production de déchets par habitant	kg/hab
3		Contribue à l'augmentation du taux de recyclage des déchets municipaux	Taux de recyclage des déchets municipaux	%
3		Contribue à l'augmentation du taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques	Taux de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques	%
3		Contribue à la réduction de la production de déchets dangereux	Production de déchets dangereux	tonnes
3		Contribue à l'augmentation de la production de biens et services environnementaux	Production de biens et services environnementaux	millions EUR
3		Contribue à l'augmentation de l'intensité de la consommation intérieure de matière	Intensité de la consommation intérieure de matière	tonnes / millions EUR

Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
4		Contribue à la réduction des jeunes sans emploi et ne participant ni à l'éducation ni à la formation (NEET)	Jeunes sans emploi et ne participant ni à l'éducation ni à la formation (NEET)	% de jeunes
4		Contribue à l'augmentation du pourcentage des intentions entrepreneuriales	Pourcentage des intentions entrepreneuriales	%
4		Contribue à la réduction des écarts de salaires hommes-femmes	Ecarts de salaires hommes-femmes	%
4		Contribue à l'augmentation du taux d'emploi	Taux d'emploi	% de la population
4		Contribue à la création d'emplois stables	Proportion de salariés ayant des contrats temporaires	% de l'emploi total
4		Contribue à la réduction de l'emploi à temps partiel involontaire	Emploi à temps partiel involontaire	% de l'emploi total
4		Contribue à la réduction des salariés ayant de longues heures involontaires	Salariés ayant de longues heures involontaires	% de l'emploi total
4		Contribue à la réduction du taux de chômage	Taux de chômage	% de la population active
4		Contribue à la réduction du taux de chômage longue durée	Taux de chômage longue durée	% de la population active
4		Contribue à l'augmentation du taux de croissance du PIB réel (moyenne sur 3 ans)	Taux de croissance du PIB réel (moyenne sur 3 ans)	%
4		Contribue à l'augmentation de la productivité globale des facteurs	Productivité globale des facteurs	Indice 2010=100
4		Contribue à l'augmentation de la productivité réelle du travail par heures travaillées (taux de croissance moyen sur 3 ans)	Productivité réelle du travail par heures travaillées (taux de croissance moyen sur 3 ans)	%
4		Contribue à l'augmentation de la productivité des ressources	Productivité des ressources	Indice 2000=100
4		Contribue à l'augmentation de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière	Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion de la valeur ajoutée totale des branches	% de la VA totale
4		Contribue à l'augmentation de l'emploi dans l'industrie manufacturière	Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total	% de l'emploi
4		Contribue à la réduction des émissions de CO <sub>2</sub> de l'industrie manufacturière	Émissions de CO <sub>2</sub> de l'industrie manufacturière par unité de valeur ajoutée	% de la VA totale
4		Contribue à l'augmentation des dépenses intérieures brutes de "Research & Development"	Niveau des dépenses intérieures brutes de "Research & Development"	% du PIB



Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
4		Contribue à l'augmentation du nombre de chercheurs	Nombre de chercheurs pour 1 000 actifs	nb pour 1 000 actifs
5		Contribue à la réduction du nombre de personnes confrontées à la délinquance, à la violence ou au vandalisme dans leur quartier, en proportion de la population totale	Nombre de personnes confrontées à la délinquance, à la violence ou au vandalisme dans leur quartier, en proportion de la population totale	%
5		Contribue à la réduction du pourcentage du territoire transformé en zones artificialisées	Zones artificialisées	% du territoire
5		Contribue à l'augmentation des dépenses totales de protection environnementale	Dépenses totales de protection environnementale	millions EUR
6		Contribue à l'augmentation de l'utilisation des transports publics	Utilisation des transports publics	% des voyageurs
7		Contribue à la fertilité des sols sans nuire à la qualité des eaux de surface et/ou les eaux souterraines, de provoquer l'eutrophisation des eaux et de dégrader les écosystèmes terrestres et/ou aquatiques (unité : kg d'azote par ha surface agricole utile surface agricole utile SAU)?	Bilan des substances nutritives d'azote	kg d'azote par ha surface agricole utile (SAU)
7		Contribue à la fertilité des sols sans nuire à la qualité des eaux de surface et/ou les eaux souterraines, de provoquer l'eutrophisation des eaux et de dégrader les écosystèmes terrestres et/ou aquatiques (unité : kg de phosphore par ha surface agricole utile SAU)	Bilan des substances nutritives phosphorées	kg de phosphore par ha surface agricole utile (SAU)
7		Contribue à une consommation durable d'une eau de robinet de qualité potable	Part des dépenses en eau dans le total des dépenses des ménages	%
7		Contribue à l'augmentation du pourcentage des masses d'eau de surface naturelles ayant atteint un état écologique "satisfaisant" et des masses d'eau souterraine ayant atteint un bon état chimique	Pourcentage des masses d'eau de surface naturelles ayant atteint un état écologique "satisfaisant" et des masses d'eau souterraine ayant atteint un bon état chimique	%
7		Contribue à l'augmentation de l'efficacité de l'usage de l'eau	Efficacité de l'usage de l'eau	m <sup>3</sup> /millions EUR
7		Contribuer à une protection des masses d'eau de surfaces et les masses d'eau souterraine par des prélèvements durables et une utilisation plus efficiente de l'eau	Indice de stress hydriques	%
7		Contribue à la préservation et/ou l'augmentation de la part de zones agricoles et forestières	Part des zones agricoles et forestières	% du territoire
7		Contribue à l'augmentation de la part du territoire désignée comme zone protégée pour la biodiversité	Part du territoire désignée comme zone protégée pour la biodiversité	% du territoire
7		Contribue à la protection des oiseaux inscrits sur la liste rouge des espèces menacées	Nombre d'espèces sur la liste rouge des oiseaux	Nb d'espèces
7		Contribue à la lutte contre les espèces exotiques invasives inscrites sur la liste noire	Nombre de taxons sur la liste noire des plantes vasculaires	Nb de taxons

Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
7		Contribue à la favorabilité de l'état de conservation des habitats	État de conservation des habitats	% favorables
8		Contribue à la réduction de l'intensité énergétique	Intensité énergétique	Térajoules/millions EUR
8		Contribue à la réduction de la consommation finale d'énergie	Consommation finale d'énergie	GWh
8		Contribue à l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie	Part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie	%
8		Contribue à la réduction de la part des dépenses énergétiques dans le total des dépenses des ménages	Part des dépenses énergétiques dans le total des dépenses des ménages	%
8		Contribue à la réduction du total des émissions de gaz à effet de serre	Total des émissions de gaz à effet de serre	millions tonnes CO <sub>2</sub>
8		Contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre hors système d'échanges de quotas d'émission (SEQUE)	Émissions de gaz à effet de serre hors système d'échanges de quotas d'émission (SEQUE)	millions tonnes CO <sub>2</sub>
8		Contribue à la réduction de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre	Intensité des émissions de gaz à effet de serre	kg CO <sub>2</sub> / EUR
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Éducation	Aide au développement - Éducation	millions EUR
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Agriculture	Aide au développement - Agriculture	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Santé de base	Aide au développement - Santé de base	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de la part des étudiants des pays en développement qui étudient au Luxembourg	Part des étudiants des pays en développement qui étudient au Luxembourg	%
9		Contribue à l'augmentation du montant des bourses d'étude	Montant des bourses d'étude	millions EUR
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Eau et assainissement	Aide au développement - Eau et assainissement	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Énergie	Aide au développement - Énergie	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Lois et règlements commerciaux	Aide au développement - Lois et règlements commerciaux	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation du montant des dépenses sociales exprimé en ratio du PIB	Montant des dépenses sociales exprimé en ratio du PIB	% du PIB

Champ d'action	Évaluation <sup>1</sup>	Indicateur évaluation	Indicateur national	Unité
9		Contribue à l'augmentation de l'aide publique nette au développement, montant alloué aux pays les moins avancés (absolu)	Aide publique nette au développement, montant alloué aux pays les moins avancés	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de l'aide publique nette au développement, montant alloué aux pays les moins avancés (en proportion du montant total d'aide au développement)	Aide publique nette au développement, montant alloué aux pays les moins avancés, en proportion du montant total d'aide au développement	%
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Prévention et préparation aux catastrophes	Aide au développement - Prévention et préparation aux catastrophes	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'engagement international de 100 milliards USD pour dépenses reliées au climat	Contribution à l'engagement international de 100 milliards USD pour dépenses reliées au climat	millions EUR
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement avec marqueur biodiversité	Aide au développement avec marqueur biodiversité	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de l'aide publique nette au développement, montant total, en proportion du revenu national brut	Aide publique nette au développement, montant total, en proportion du revenu national brut	% du RNB
9		Contribue à l'augmentation de l'aide au développement - Coopération technique	Aide au développement – Coopération technique	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à la réduction de la dette publique en proportion du produit intérieur brut	Dette publique en proportion du produit intérieur brut	% du PIB
9		Contribue à l'augmentation du montant investi dans des projets de soutien à l'enseignement supérieur	Montant investi dans des projets de soutien à l'enseignement supérieur	millions EUR (prix constant 2016)
9		Contribue à l'augmentation de l'aide publique au développement - Renforcement de la société civile dans les pays partenaires	Aide publique au développement - Renforcement de la société civile dans les pays partenaires	millions EUR (prix constant 2016)
10		Contribue à l'action climatique dans les pays en développement et à la protection du climat au niveau global	Contributions déterminées au niveau national (CDN) à la réduction des émissions de gaz à effet de serre	millions EUR
10		Contribue à l'augmentation de l'alimentation du fonds climat énergie	Fonds climat et énergie	millions EUR
10		Contribue à l'augmentation de la part des taxes environnementales dans le total des taxes nationales	Part des taxes environnementales dans le total des taxes nationales	% du revenu fiscal

